

Les patrons de presse mardi chez Tebboune

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4982 - Ven. 17- Sam. 18 janvier 2020 - Prix : 10 DA

La wilaya de Laghouat à l'honneur
12^e édition
du Salon Djurdjura
du livre à Tizi Ouzou

Page 24

48^e vendredi



Les hirakistes fidèles à leur marche et à leurs revendications

Page 2

Conférence de Berlin, une paix à inventer

Par Mohamed Habili

LAllemagne, le pays organisateur, et l'ONU, son initiatrice, auront pris tout leur temps pour que la conférence de Berlin sur la Libye, qui s'ouvre demain, à défaut d'être un complet succès, du moins ne soit pas un retentissant échec, comme l'a été pour l'essentiel celle de Palerme, en novembre 2018, à quoi par ailleurs elle ressemble par bien des aspects. Il n'en reste pas moins qu'il a fallu attendre la dernière ligne droite pour que l'on ait une idée plus précise des participants. L'Algérie et la Tunisie n'y auraient probablement pas été invitées si la conférence s'était tenue en octobre dernier, comme prévu initialement. Non plus d'ailleurs Fayaz el-Serraj et Khalifa Haftar qui ne l'ont été qu'à la veille de sa tenue. A la différence de la conférence de Palerme, qui avait rassemblé tous les pays ayant voix au chapitre dans le conflit libyen, qu'ils soient ou non militairement impliqués, mais également les deux camps libyens, celle de Berlin avait été conçue à l'origine pour réunir les grands pays d'une part, et de l'autre, les parties prenantes étrangères au conflit. A Palerme il s'était agi pour les participants de faire pression sur les factions libyennes pour les amener à s'engager dans un processus de paix sous l'égide de l'ONU. A Berlin, la pression ne devait s'exercer que sur les pays alliés extérieurs des deux camps libyens. C'était eux que l'émissaire onusien voulait prioritairement convaincre d'arrêter d'entretenir la crise libyenne.

Suite en page 3

Les soldes d'hiver débutent aujourd'hui

Entre réductions et pratiques déloyales



Ph/D. R.

La période hivernale des ventes en solde au titre de l'année 2020 démarre aujourd'hui et ce, à des dates différentes de ce mois, selon les wilayas. Toutefois, les soldes en Algérie semblent échapper à toute logique en dépit de la réglementation. Lire page 2

Tizi Ouzou/ Le SG de la wilaya réplique aux maires protestataires

Plus de 4,7 milliards de DA non consommés du montant des PCD

Page 4

Galerie d'art de l'Opéra d'Alger

Houria Menaâ décline ses œuvres aux Algérois

Page 13

Les soldes d'hiver débutent aujourd'hui

Entre réductions et pratiques déloyales

■ La période hivernale des ventes en solde au titre de l'année 2020 démarre aujourd'hui et ce, à des dates différentes de ce mois, selon les wilayas. Toutefois, les soldes en Algérie semblent échapper à toute logique en dépit de la réglementation.

Par Meriem Benchaouia

Les soldes exigent certaines conditions connues préalablement par les commerçants, notamment l'annonce des dates et l'affichage des prix initiaux et des réductions sur la vitrine du magasin. Cette pratique commerciale est régie par la loi et le commerçant n'a pas le droit d'annoncer les soldes sans une autorisation préalable des services de la Direction du commerce, notamment l'annonce des dates et l'affichage des prix initiaux et des réductions sur la vitrine du magasin. Cette pratique commerciale est régie par la loi et le commerçant n'a pas le droit d'annoncer les soldes sans une autorisation préalable des services de la Direction du commerce. D'autres formules de vente, dont les ventes promotionnelles, et contrairement aux soldes, sont pratiquées tout au long de l'année, mais exigent aussi une autorisation des services concernés. En effet, certains magasins ont affiché avant l'heure des réductions, en infraction au décret exécutif n° 06-215 de 2006, qui insiste sur la nécessité de respecter la période fixée pour les soldes. «Pré solde», «promotions», «rabais», autant de pratiques commerciales désignant des baisses de prix des

merchandises. A la différence des expressions les désignant, ces ventes obéissent à une réglementation bien définie. Pour autant, beaucoup de commerçants ne respectent pas la réglementation en vigueur, alors que d'autres en ignorent même l'existence. A l'exemple de plusieurs boutiques dans la capitale où de nombreuses marques ont collé, avant la date officielle, des affiches sur les devantures des vitrines des magasins pour annoncer des réclames alléchantes afin d'attirer les consommateurs sur des produits auparavant inabordable. Les périodes des soldes sont en fait fixées du 18 janvier au 28 février 2020 et ce, en vertu de l'arrêté des services de la wilaya d'Alger n° 7129 du 18 novembre 2019 fixant également les soldes d'été du 21 juillet au 31 août 2020, selon l'enquêteur principale en chef des enquêtes économiques à la Direction du commerce de la wilaya d'Alger. Ces périodes de vente au rabais ont pour objectif de permettre aux commerçants et opérateurs économiques de promouvoir leurs activités et aux consommateurs de se procurer des articles à des prix réduits, a-t-elle rappelé. La réception des demandes des commerçants et opérateurs économiques pour ce genre de ventes réglementées débutera à partir de la première semaine du mois de jan-

vier 2020 par voie électronique (sur le site électronique de la Direction du commerce de la wilaya d'Alger) dans le but de faciliter les procédures administratives. L'opération de vente par rabais s'effectue en application des dispositions du décret exécutif du 18 juin 2006 fixant les conditions et les modalités de vente au rabais, promotionnelle, en liquidation de stocks, en magasins d'usines et vente au déballage, a-t-elle poursuivi. Elle a rappelé que la décision prévoit une série de mesures auxquelles le commerçant est tenu



Ph. > E. Sorayefi, A.

de se conformer, notamment l'obtention obligatoire d'une autorisation délivrée par la Direction du commerce, un document nécessaire, a-t-elle dit, qui permet au commerçant de faire la promotion de la marchandise à travers l'affichage d'une pancarte «soldes» sur la vitrine de son local. La décision énonce, en outre, des conditions et des procédures légales claires relatives aux peines encourues par les commerçants auteurs de contraventions constatées par les agents de contrôle et de la répression des fraudes de la

Direction du commerce, a-t-elle poursuivi. La vente en soldes concerne les articles achetés par le commerçant depuis au moins trois mois, avant le début de la période des soldes, selon la même source. Des agents de contrôle et de répression des fraudes seront mobilisés sur tout le territoire de la wilaya et déployés tout au long de la période des soldes, pour relever les infractions et prendre les mesures nécessaires pour la protection du consommateur, a ajouté la même responsable.

M. B.

48^e vendredi

Les hirakistes fidèles à leur marche et à leurs revendications

En ce 48^e vendredi de révolution pacifique, des milliers de citoyens ont envahi les rues de la capitale ainsi que celles des différentes villes du pays. Déterminés à aller jusqu'au bout de leur mouvement, les manifestants ont scandé les slogans habituels du hirak, notamment en faveur de la poursuite de la libération des détenus d'opinion et l'instauration d'un Etat de droit. Bien que la matinée ait été agitée et tendue entre forces de l'ordre et manifestants, ces derniers ont réussi à effectuer leur marche habituelle. A Alger, comme chaque vendredi depuis le 22 février dernier, les manifestants, hommes, femmes et même enfants, ont commencé à se rassembler au niveau des différentes rues de la capitale, notamment Hassiba-Benbouali, Didouche-Mourad et Khelifa-Boukhalfa. Les premiers manifestants ont été interpellés par les forces de l'ordre mais les choses se sont calmées après la prière du vendredi, quand le nombre des manifestants s'est multiplié, comme à chaque vendredi. Les hirakistes ont finalement marché pacifiquement vers



Ph. > E. Sorayefi, A.

le centre-ville et réaffirmé leur détermination à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications «légitimes», notamment la poursuite de la libération des détenus d'opinion, à l'instar de Boumala, Tabbou, Belarbi, l'étudiante Nour El Houda et d'autres qui sont emprisonnés depuis plusieurs mois. Arborant le drapeau national et quelques drapeaux amazighs ainsi que des pancartes de différentes tailles et couleurs, les

marcheurs ont exigé la révision de toutes les lois adoptées durant l'année 2019 sous la présidence du gouvernement «par intérim», la poursuite de la lutte et le jugement des têtes de la corruption. Sur certaines pancartes on pouvait lire : «On veut une transition démocratique négociée», «Le peuple est le seul à qui revient le droit de choisir ses responsables», «On veut la réalisation de l'ouverture politique et de l'information». Les

marcheurs ont scandé «Algérie libre et démocratique», «Makanch marche arrière» (pas de marche arrière). Ils ont également exigé le «changement et l'instauration d'un Etat de droit», «des réformes profondes à travers une nouvelle Constitution qui sera à la hauteur des attentes du peuple», «appliquez les articles 7 et 8 et rendez le pouvoir au peuple» et la «rupture avec l'ancien système». Enfin, pour ce 48^e vendredi de révolution pacifique, des milliers de citoyens ont aussi envahi les rues des différentes villes du pays, à l'instar d'El Oued, M'sila, Blida, Annaba, Constantine, Béjaïa, Bouira, Tizi-Ouzou. Partout, les manifestants ont réitéré leur engagement à poursuivre la lutte contre la corruption et les corrupteurs et leur engagement pour le changement radical en Algérie, appelé aussi à «l'instauration d'un Etat de droit», «une Algérie libre et démocratique», «la poursuite de la libération des détenus d'opinion». Ils ont également réaffirmé leur «attachement à l'unité nationale».

Thinhinene Khouchi

Décès Le moudjahid Mohamed Kechoud n'est plus

LE MOUDJAHID et ancien ministre Mohamed Kechoud est décédé, dans la nuit de jeudi à vendredi, à l'âge de 82 ans, après une vie pleine de luttas, de sacrifices et de hauts faits, a-t-on appris du ministère des Moudjahidine. Dans un message de condoléances adressé à la famille du défunt et à ses compagnons d'armes, le ministre des Moudjahidine et des ayants droit, Tayeb Zitouni, leur a présenté ses sincères condoléances et mis en avant le parcours et les qualités du défunt moudjahid. Le ministre a rappelé, dans son message, que feu Mohamed Kechoud «dit Mourad Abdellah» durant la guerre de Libération nationale, était pétri, dès son jeune âge, des valeurs nationales. Le regretté a adhéré en 1956 à la lutte armée, en rejoignant les rangs de l'Armée de Libération nationale (ALN). En 1957, il est emprisonné puis s'évade de prison en 1961. Le défunt moudjahid qui «avait été blessé durant les combats contre le colonisateur, a décidé de poursuivre la lutte jusqu'à l'indépendance, faisant preuve de courage et de bravoure», a tenu à préciser le ministre. Après l'indépendance, il a occupé plusieurs postes de responsabilité dont celui de ministre des Relations avec le Parlement, tout en poursuivant ses activités au sein de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), a-t-il indiqué. Le défunt a été inhumé hier au cimetière de Staoueli à Alger. R. N.

— Alors que Belhimer insiste sur la promotion de la profession et le respect de l'éthique —

Les patrons de presse mardi chez Tebboune

■ Le président de la République recevra ce mardi une délégation de directeurs et responsables de médias publics et privés.



Par Lynda Naili

Il s'agit pour Abdelmadjid Tebboune, d'*«éclairer l'opinion publique nationale sur les questions de l'heure au double plan interne et externe»*, selon un communiqué de la présidence de la République, mais il est également attendu que le chef de l'Etat fasse part des grandes nouvelles lignes tracées pour le renforcement de la liberté de la presse qu'il avait promis aussi bien lors de sa campagne électorale que durant son discours d'investiture à la magistrature suprême.

A ce titre, durant cette première rencontre avec les patrons de presse nationale, tous supports confondus, sera pour le Président Tebboune *«une occasion pour éclairer l'opinion publique nationale sur les questions de l'heure au double plan interne et externe»*, a précisé avant-hier le communiqué de la présidence de la République avant de préciser, que cette audience inscrite dans le cadre des engagements du président de la République d'organiser des rencontres périodiques avec les médias, sera suivie par d'autres entretiens avec des journalistes et des responsables d'organes de presse.

Ainsi, en matière d'information de l'opinion publique,

notamment sur les questions nationales et de l'information institutionnelle, une des premières décisions du chef de l'Etat quelques jours après sa prise de fonctions, en vue de moraliser le champ médiatique et mettre fin aux fake-news qui ont intoxiqué la vie publique ces derniers mois, a été de désigner l'APS (l'agence Algérie Presse Service) comme seul et unique canal de diffusion de toute info institutionnelle et que de ce fait toute information rapportée en dehors de ce canal est à classer dans la case de la propagande et la désinformation. Et c'est d'ailleurs dans ce sens que le président Tebboune avait annoncé la tenue de *«rencontres périodiques avec la presse pour expliquer la situation générale, requérant la pondération et la sérénité, pour répondre à toutes les questions de la presse»*. Ce à quoi, *«l'accréditation prochaine de journalistes de différents médias pour la couverture des activités présidentielles, sans distinction ou exclusion aucune»*, sera également annoncée. Dans ce sens, lors de son premier Conseil des ministres, Tebboune qui avait promis la liberté d'expression dans le cadre du respect de l'éthique et de la déontologie de ce métier, avait *«exhorté le gouvernement à mettre à la disposition du secteur de l'information*



toutes les conditions à même de renforcer le professionnalisme de l'ensemble des médias et des journalistes, en leur donnant les moyens qui leur permettent d'exercer au mieux leur profession en toute responsabilité et en toute liberté. Une liberté qui s'exerce dans le cadre de la loi et de la déontologie».

Belhimer : «Contribuer à la consécration de l'importance du rôle de l'information»

Pour sa part, Ammar Belhimer, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, qui il y a quelques jours avait annoncé la réforme du secteur qui *«marque le début effectif de la concrétisation de l'un des engagements du président de la République relatif au système d'information»*, a encouragé avant-hier les journalistes à *«contribuer à la consécration de l'importance du rôle de l'information, réaffirmé par le président de la République, notamment dans le sixième point de ses 54 engagements»* au sein de son programme électoral, et en les appelant, *«chacun dans son poste»*, à œuvrer à la concrétisation de ces engagements *«dans les plus brefs délais et avec l'efficacité requise»*. En

outre, Belhimer, qui était en visite au siège de l'APS où il a rendu hommage au défunt Abdelkrim Hamada, ancien journaliste de l'APS, a appelé à *«une forte participation et contribution aux ateliers de travail que le secteur compte lancer pour la promotion de la profession et l'amélioration des conditions des travailleurs, en insistant sur le respect de l'éthique professionnelle et le passage vers le tout numérique»*. Il s'agit là en effet, d'un grand chantier à mener où de nombreux aspects liés à l'exercice de la profession à l'instar de la révision de la loi sur l'information, de la mise en place du statut du journaliste, de la promulgation des textes réglementaires de la loi sur l'audiovisuel, la régularisation de la situation des chaînes de télévision privées, de la mise en place d'une charte de déontologie à caractère contraignant, de la relance du Conseil d'éthique et de déontologie de la presse et de la promotion de la presse d'investigation et de proximité. Au plan socio-professionnel, il est entre autres question de faire obligation aux entreprises médiatiques d'appliquer un seuil minimum de salaire mensuel pour les journalistes et d'aider les journalistes à créer leurs micro-entreprises dans le secteur.

L. N.

Règlement de la crise libyenne

Une participation accrue à la conférence de demain à Berlin

La crise libyenne et les voies et moyens de parvenir à un règlement politique et pacifique du conflit seront au centre d'une conférence internationale dimanche à Berlin sous l'égide des Nations unies, à laquelle une participation accrue a été annoncée. Plusieurs pays, à savoir, l'Algérie, qui a joué un rôle central dans les efforts de règlement de la crise, la Russie, la Turquie, les Etats-Unis, la Chine, l'Italie et la France prendront part à cette Conférence sous l'égide des Nations unies, en présence de l'Union africaine, pour soutenir *«les efforts de réconciliation à l'intérieur de la Libye»*, pays en proie à une crise depuis 2011. Les deux protagonistes de la crise, le président du Conseil présidentiel du Gouvernement d'union nationale (GNA) Fayez al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar, ont tous les deux confirmé leur participation aux discussions à Berlin, après que les deux hommes ont accepté un cessez-le-feu en vigueur en Libye destiné à mettre fin au chaos libyen, laissé après la chute de l'ancien régime de Maamar El Kadhafi en 2011

et une intervention militaire occidentale. La crise en Libye a créé un vide sécuritaire mais aussi favorisé la circulation de *«milliers d'armes, munitions et explosifs»*, en plus de l'émergence de groupes terroristes, notamment dans l'est libyen. Fayez al-Sarraj a confirmé, hier jeudi, sa présence à la conférence internationale à Berlin visant à lancer un processus de paix, et le maréchal Haftar a dit être prêt *«en principe»* à y participer. Le cessez-le-feu en vigueur en Libye a été le fruit d'intenses efforts de la diplomatie algérienne, marqués par un large ballet diplomatique à Alger. Le président du Haut Conseil d'Etat libyen, Khaled Al-Machri a d'ailleurs considéré, jeudi, que l'Algérie était *«la seule puissance arabe capable de rétablir les équilibres»* dans le dossier libyen, se félicitant du *«retour de la diplomatie algérienne»* sur la scène libyenne. *«Nous considérons que l'Algérie est la seule puissance arabe capable de rétablir les équilibres, c'est même incontestable, et nous nous félicitons du retour de la diplomatie algérienne»* sur la scène, a

déclaré M. Al-Machri, qui était l'invité de l'émission *«L'Histoire en marche»*, sur les ondes de la Chaîne III. M. Al-Machri a en outre fait état de la préparation d'une visite à Alger d'une délégation du Haut Conseil d'Etat de la Libye *«pour expliquer tous les tenants et aboutissants du conflit libyen, à l'ensemble des forces partisans, parlementaires et populaires»*. Pour sa part, le président du Conseil italien, Giuseppe Conte, a affirmé lors de sa visite jeudi à Alger que l'Algérie et son pays partagent une vision commune basée sur le dialogue, seule et unique option pour trouver une solution politique à la crise en Libye. *«L'Algérie et l'Italie partagent une vision et une approche communes en ce qui concerne la question libyenne. Ce dossier constitue une préoccupation pour nos deux pays»*, a déclaré M. Conte à l'issue de ses entretiens avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

O. N.

LA QUESTION DU JOUR

Conférence de Berlin, une paix à inventer

Suite de la page une

Dans cet esprit, il estimait n'avoir besoin de la présence ni des pays comme l'Algérie et la Tunisie, qui en effet ne s'étaient alignées sur aucun camp libyen, ni même de celle des Libyens, en raison de leur trop grande dépendance vis-à-vis de leurs soutiens extérieurs. Pourquoi associer à la recherche de la paix des pays qui après tout ne sont pas en guerre en Libye, ou des parties libyennes qui elles ne peuvent rien décider par elles-mêmes? S'il y a une paix à forger dans ces conditions, ce serait exclusivement entre leurs alliés extérieurs les plus engagés à leurs côtés. Celle qui concernerait directement les Libyens viendrait par surcroît. Si Turcs et Qataris d'un côté, Egyptiens et Emiratis de l'autre, pour ne prendre qu'eux, cessaient de s'affronter par Libyens interposés, le retour de la paix entre ces derniers serait facile, s'était dit, avec beaucoup de bon sens, Ghassan Salamé. Sans l'intervention de l'Allemagne, le pays organisateur, la conférence de Berlin était donc partie pour différer notablement, à la fois par son objectif et par le nombre réduit de ses participants, de celle de Palerme. Ce sont les Allemands qui ont invité les parties dont Ghassan Salamé avaient pensé qu'elles ne seraient d'aucune utilité, les unes parce que justement elles n'étaient pas en guerre, et les autres parce qu'au contraire elles ne faisaient que ça, à la fois pour elles-mêmes et pour le compte d'autrui. Un autre aspect mérite d'être relevé qui ne risquait pas de faire son apparition la veille de la conférence de Palerme. La Turquie a attendu la veille de la conférence de Berlin pour annoncer l'envoi de soldats en Libye. Une conférence internationale s'apprête à s'ouvrir, et le président turc, qui probablement y sera présent en personne, ne trouve rien de mieux à faire que de parler de dépêcher son armée, dans ce pays même qu'il s'agit de tirer des griffes de la guerre ! Or Recep Tayyip Erdogan ne s'est pas contenté de faire cette annonce, mais a promis par la même occasion de donner une leçon mémorable au général Haftar, dans le cas où celui-ci continuerait de menacer le gouvernement de Tripoli. On se croirait revenu au 16^e siècle, au temps de la conquête ottomane de Tripoli.

M. H.

Tizi Ouzou/ Le SG de la wilaya réplique aux maires protestataires

Plus de 4,7 milliards de DA non consommés du montant des PCD

■ Le secrétaire général de la wilaya de Tizi Ouzou, Azzedine Tibourtine, a réagi jeudi, à la requête des maires de la wilaya portant révision à la hausse des enveloppes financières attribuées aux communes au titre des plans de développement communaux (PCD) en mettant en avant la faible consommation des cagnottes déjà octroyées.

Par Hamid Messir

Le représentant du wali, intervenant en marge de la célébration de la Journée nationale de la commune au niveau de l'Hôtel de ville du chef-lieu de wilaya, a estimé que le taux de wilaya de consommation des PCD des communes de la wilaya entre 15 et 20% en le qualifiant de «très dérisoire». Il a révélé que plus de 4,7 milliards de DA de PCD octroyés aux communes depuis 2010 ne sont toujours pas consommés sans en donner de détails sur les municipalités concernées. Tibourtine a estimé à une moyenne de 7 millions de dinars par commune non encore consommés jusqu'au 31 décembre 2019 en précisant que pas moins de 1 850 projets inscrits au titre des PCD attendent d'être lancés. Il a soutenu que l'on ne peut allouer de budgets supplémentaires en raison de cette situation de non consommation des enveloppes déjà affectées et qui dorment dans les caisses. Plusieurs élus locaux ont réagi aux déclarations du secrétaire général de la wilaya en mettant en avant «des blocages administratifs» dressés par les organes de contrôle de la finance publique tout en appelant à leur allègement. Pour Nabila Smail, élue à l'Assemblée populaire de wilaya (APW), il faut alléger «les procédures de contrôle et les maires seront plus entreprenants car il n'y a aucun P/APC qui refuse le développement de sa commune» et que «c'est la procédure administrative qui handicape tout le monde. Résultat, ni route, ni éclairage public, ni aire de jeux, ni poubelles, ni rien, c'est l'apocalypse».

De son côté, Malik Hessa, élu à l'APW, s'est interrogé s'il y a autant d'argent qui dort dans les caisses de l'Etat, pourquoi don-

ner 1,5 milliard de centimes par commune pour 2020 et pourquoi ne pas affecter ces budgets pour d'autres projets. Que le SG de la wilaya nous explique cette logique qui consiste à donner la même somme (1,5 milliard de centimes) à toutes les communes de la wilaya. La commune de Tizi Ouzou, chef-lieu de la wilaya, ou Azazga reçoit la même somme que Ait Ziki ou Ait Chaffa ou toute autre commune complètement déshéritée. Car en vérité, il n'y a aucune logique dans la répartition de ce qu'ils appellent les PCD. Il a interpellé le même responsable pour fournir des précisions sur les secteurs n'ayant pas consommé leurs budgets. Pour rappel, la coordination des maires de la wilaya de Tizi Ouzou avait observé mardi dernier un rassemblement au siège de la cité administrative pour réclamer une répartition équitable des enveloppes financières destinées aux communes à travers tout le territoire national jugeant dérisoire la cagnotte de 15 millions de dinars alloués aux PCD pour l'année 2020. H. M.



Concernant la situation en Libye

L'Algérie et l'Italie conviennent de renforcer la concertation

L'Algérie et l'Italie ont convenu, jeudi, d'intensifier les efforts et de renforcer la coordination et la concertation concernant la situation en Libye pour pérenniser le cessez-le-feu en vigueur en vue de faciliter «les voies de reprise du dialogue entre les parties en conflit et de relancer le processus de paix, loin de toute ingérence militaire étrangère», a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

Lors des entretiens entre le président de la République, Abdelmadjid Tebboune et le Président du Conseil italien, Giuseppe Conte, les deux parties ont convenu, concernant le dossier libyen, d'intensifier les efforts et de renforcer la coordination et la concertation pour pérenniser le cessez-le-

feu en vigueur en vue de faciliter les voies de reprise du dialogue entre les parties en conflit et relancer le processus de paix parainé par l'ONU, en vue de préserver l'intégrité territoriale, la souveraineté de la Libye et l'unité de son peuple, loin de toute ingérence militaire étrangère».

Se disant convaincus de l'inefficacité des solutions militaires aussi longtemps que durera la crise, les deux parties ont exprimé leur «attachement à la solution politique comme unique voie pour le règlement de la crise», convenant de «coordonner les positions des deux pays au plan international».

Outre le dossier libyen, les discussions entre MM. Tebboune et Conte, qui est arrivé jeudi à Alger, ont porté sur «les relations bila-

érales multidimensionnelles et exceptionnelles, traduites particulièrement par la concertation régulière et le dialogue stratégique entre les deux pays autour des questions politiques et sécuritaires outre les échanges commerciaux».

Les deux parties ont réaffirmé leur volonté d'approfondir ces relations, de leur donner un nouvel élan, d'élargir la coopération aux infrastructures maritimes et de tirer profit des compétences et expériences italiennes, notamment dans les domaines des petites et moyennes entreprises (PME), des entreprises émergentes, des technologies de l'information et des énergies renouvelables.

Safy T./APS

Ressources hydriques

Le taux de remplissage des barrages dépasse les 60%

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berakki, a affirmé jeudi à Alger que le taux de remplissage des barrages au niveau national dépassait 63%, qualifiant ce chiffre de «très rassurant».

Dans une déclaration à l'APS en marge d'une visite d'inspection au siège de l'Algérienne des eaux (ADE), le ministre a tenu à être rassurant quant à la situation hydrique du pays, expliquant à cet égard que la position géographique (zone semi-aride) de l'Algérie en sus des changements climatiques enregistrés ces dernières années ont causé un retard des précipitations jusqu'aux mois de février et mars de chaque année.

«Nous n'avons aucune crainte par rapport à la situation générale des ressources hydriques au niveau national, le niveau de remplissage des barrages étant acceptable. Je rassure les citoyens que ce niveau peut couvrir la demande en eau jusqu'à l'année prochaine», a-t-il dit.

Pour le ministre, la ressource principale qui garantit l'eau potable est les eaux souterraines avec un taux de couverture de plus de 62%, suivis des barrages avec un taux oscillant entre 30 et 35% et des stations de dessalement pour lesquelles un programme spécial a été élaboré pour leur développement.

Le ministre estime nécessaire d'être «optimiste» quant à l'éven-

tuelle hausse des chutes de pluie durant les prochains mois.

Le premier responsable du secteur a fait état aussi de mesures en cours devant être suivies pour l'approvisionnement des citoyens en eau avec des quantités suffisantes durant le mois de ramadhan et la saison estivale prévue début juin prochain.

«Nous disposons d'une diagnostic complet de la situation des ressources en eau dans toutes les wilayas et entamons des réunions, en vue d'examiner la situation de chaque commune à part, et ce dans l'objectif d'assurer le raccordement en eau potable au profit des citoyens pour couvrir la demande lors du

mois de ramadhan et la prochaine saison estivale», a ajouté le ministre.

Dans le même contexte, M. Berraki a affirmé que le premier engagement du Secteur consiste en la concrétisation des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'effet de permettre aux citoyens d'accéder à l'eau potable et de mettre un terme définitif au phénomène des fuites d'eau dans le cadre de l'action continue de lutte contre le gaspillage des ressources et des coupures en alimentation en eau.

La préservation des ressources disponibles est considérée comme plus efficace que de

mener de nouveaux projets pour la réalisation de davantage de barrages ou de structures de mobilisation et de collecte des eaux, a-t-il insisté.

Pour le ministre, l'Algérienne des eaux (ADE) qui est «le point de départ» pour le secteur et qui emploie plus de 35 000 travailleurs, a pour mission principale, d'alimenter les citoyens en eau potable et d'améliorer la prestation, à travers tout le territoire national. Les efforts consentis par l'ADE sont, selon M. Berraki, concrets mais demeurent «insuffisants» et requièrent plus de soutien pour pouvoir exercer ses missions dans les meilleures conditions. May T.

ENIEM/Difficultés financières

Les discussions avec le CPE «sur la bonne voie»

■ Les discussions engagées par l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM, de droit public) avec le Comité de participation de l'Etat (CPE) pour remédier aux difficultés financières de l'entreprise «sont en très bonne voie et devraient aboutir incessamment», a annoncé, jeudi à Tizi-Ouzou, son président directeur-général, Mouazer Djilali.

Par Malek M.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'inauguration du deuxième showroom de cette entreprise, ouvert sur l'avenue Larbi Ben Mhidi, M. Mouazer a rappelé qu'en 2019 l'ENIEM a traversé une période «très difficile» qu'elle est, actuellement, en train de dépasser. «Nous sommes sur la bonne voie pour trouver des solutions à nos soucis financiers». «Le dossier que nous avons introduit auprès du CPE avance bien et nous espérons qu'il aboutira d'ici la fin



de la mois courant, nous nous attendons à un avis favorable incessamment», a-t-il indiqué en précisant que «l'ENIEM a sollicité une aide de l'Etat pour la dotation d'un fonds de roulement d'exploitation», a-t-il dit. Concernant les discussions avec la banque de domiciliation (la BEA) à propos de la dette de cette même entreprise, son P-DG a rappelé que «l'ENIEM a demandé un allègement financier par rapport à sa dette qu'on va allonger sur une durée». «Nous avons mis en place les garanties nécessaires pour bénéficier d'une ligne de crédit d'exploitation importante et nous avons besoin d'un fonds de roulement consistant pour concrétiser notre stratégie de partenariat et commerciale qui

est très ambitieuse», a-t-il dit. M. Mouazer a indiqué qu'il est optimiste quant à l'aboutissement de ces dossiers, car, a-t-il rappelé, «le gouvernement a toujours accordé de l'intérêt à l'ENIEM et je suis certain que cette fois encore, il va nous aider pour mettre en place nos stratégies de développement», a-t-il insisté. Concernant le projet d'exportation des produits ENIEM vers l'Afrique, ce même responsable a souligné que la Zone africaine de libre-échange qui va entrer incessamment en application, va «faciliter» la mise en place de cette démarche d'exportation notamment vers les pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), a-t-il dit, soulignant

que les produits ENIEM sont «très appréciés» dans les pays africains «pour son efficacité et sa solidité». Lors de la cérémonie d'inauguration de ce deuxième showroom à Tizi-Ouzou, situé en plein centre-ville et offrant ainsi plus de visibilité aux produits de l'ENIEM, le P-DG de cette entreprise a indiqué que l'ouverture de cet espace commercial entre dans le cadre de la nouvelle stratégie de commercialisation et de distribution adoptée par l'ENIEM en 2019 et lancée depuis deux mois. A ce jour, il a été procédé à l'ouverture de showrooms à Djelfa, Annaba, Alger (Baraki) et à El Oued (deux). A partir de la semaine prochaine et d'ici deux mois, il sera procédé à l'inauguration d'une dizaine d'autres

espaces similaires notamment à Sétif, Saida, Blida, Chlef, avec la perspective de couvrir l'ensemble du territoire national à la fin de l'année 2020, a indiqué M. Mouazer. S'agissant du service après-vente, ce même responsable a observé que l'ENIEM a lancé une réflexion autour d'une nouvelle stratégie de développement et de redéploiement de son service. «Nous allons vers l'extension de la garantie sur nos produits et nous avons aussi pour objectif de couvrir l'ensemble du territoire national pour faire de ce service non seulement un argument de vente, mais aussi un point de profit qui peut à l'avenir prêter nos concurrents en leur fournissant cette prestation».

M. M./APS

Dopé par deux accords commerciaux

Les prix du pétrole progressent

Les prix du pétrole ont progressé jeudi, portés par la ratification aux Etats-Unis du nouvel accord de libre-échange nord-américain qui suit la signature, mercredi, d'un accord commercial préliminaire entre Washington et Pékin. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars a terminé à 64,62 dollars à Londres, en hausse de 1 % ou 62 cents par rapport à la clôture de mercredi. A

New York, le baril américain de WTI pour février a gagné 1,2 % ou 71 cents à 58,52 dollars. La veille, le Brent et le WTI avaient cédé respectivement 0,8 % et 0,7 %, lésés par le bond des stocks de produits raffinés aux Etats-Unis et la hausse de la production d'or noir dans le pays à un record. Le Congrès américain a définitivement approuvé un accord liant Etats-Unis, Mexique et Canada

(AEUMC) après un vote au Sénat jeudi. Ce vote a eu lieu moins de 24 heures après la signature d'un traité commercial «historique» avec la Chine qui a scellé une trêve dans la guerre commerciale entre les deux premières économies mondiales. «La hausse des prix du pétrole est due à l'optimisme sur le front économique avec l'accord commercial sino-américain de phase un et l'accord Etats-

Unis, Mexique, Canada ratifié par le Congrès», indique Phil Flynn de Price Futures Group. «Les perspectives de demande sont désormais plus favorables», ajoute l'expert. Dans le texte signé avec la Chine, Pékin s'engage à acheter pour 200 milliards de dollars de produits américains supplémentaires au cours des deux prochaines années. Le quart de cette somme (un peu plus de 50 mil-

liards de dollars) concerne des produits énergétiques qui incluent du gaz naturel liquéfié, du pétrole brut et raffiné ainsi que du charbon. «On ne connaît pas les détails», avertit M. Flynn, qui estime toutefois que le montant total représente une nouvelle positive pour le secteur énergétique aux Etats-Unis. «Même si des tarifs douaniers restent en place pour le pétrole brut américain importé par la Chine, je pense qu'ils pourraient bientôt être levés», précise l'expert. Les acteurs du marché ont par ailleurs intégré les chiffres publiés mercredi par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) dans son rapport mensuel indiquant une «hausse brut de la demande pour 2020», selon Eugen Weinberg, analyste de Commerzbank. Enfin, l'Agence internationale de l'énergie a estimé jeudi, dans son rapport mensuel sur le pétrole, que les menaces sur l'offre de pétrole semblaient avoir reculé malgré les tensions géopolitiques, alors que la production de certains pays et les stocks garantissent l'approvisionnement du marché.

Salem K.

Au plus bas en près de 30 ans

La croissance de la Chine en 2019 «tombe» à 6,1 %

La croissance de la Chine a ralenti en 2019 à 6,1 %, soit son plus faible niveau en près de 30 ans en pleine guerre commerciale avec Washington, selon des statistiques officielles publiées hier. En dépit «de risques et défis croissants tant en Chine qu'à l'étranger, l'économie du géant asiatique a connu l'an dernier un rythme de croissance globalement stable, dans la fourchette de 6 à 6,5 % fixée par le gouvernement», a relevé le Bureau national des statistiques (BNS). Ce résultat est conforme aux prédictions d'analystes sondés par l'AFP. Il est toutefois en net repli par rapport à 2018 quand la croissance chinoise s'était affichée à 6,6 %, à son niveau le plus bas à l'époque. Depuis mars 2018,

Pékin et Washington s'infligent des surtaxes douanières réciproques sur des centaines de milliards de dollars d'échanges annuels, ce qui affecte durement l'économie mondiale et ralentit l'économie mondiale. Au dernier trimestre, la croissance du produit intérieur brut de la Chine s'est inscrite à 6 % à un niveau inchangé par rapport au troisième trimestre. Le tableau n'est cependant pas entièrement sombre : la production industrielle est repartie à la hausse le mois dernier à 6,9 % sur un an en décembre (contre 6,2 % en novembre), selon le BNS. Les ventes de détail se sont pour leur part maintenues en décembre au même niveau que le mois précédent (8 %). Mercredi, un accord commer-

cial préliminaire a été signé mercredi à Washington entre les deux premières puissances économiques mondiales et devrait permettre d'apaiser temporairement leurs différends. Pékin s'est engagé à accroître ses achats de produits américains (200 milliards de dollars en plus sur deux ans) et l'administration Trump renonce à imposer de nouveaux droits de douane aux exportations chinoises. Le président américain Donald Trump s'est dit prêt à attendre son éventuelle réélection en novembre prochain pour parvenir à un accord définitif, dans l'espoir de parvenir à un «meilleur résultat».

Yanis A./R. E.

Khenchela/ Bouhmama

70 agriculteurs bénéficiaires des différentes actions d'aide



■ Pas moins de 70 agriculteurs de la daïra de Bouhmama, wilaya de Khenchela, ont bénéficié, au cours de l'année 2019, de diverses opérations d'aide et de soutien visant le développement du secteur agricole dans la région, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale des services agricoles.

Par Nassima A.

La même source a indiqué qu'à travers ces actions censées notamment aider les agriculteurs à s'établir durablement sur leurs terres, 21 professionnels de la commune de Bouhmama, 23 de Chéla, 19 de Belemsara et 7 autres de Yabous, ont pu en outre faire l'acquisition d'équipe-

ments d'irrigation et réaliser des puits artésiens et des bassins de rétention d'eau dans le cadre d'exploitations agricoles. Pour ce faire, et après étude des dossiers déposés à la daïra de Bouhmama, une enveloppe financière de plus de 160 millions de dinars a été mobilisée au cours de l'année 2019 pour concrétiser ces opérations de soutien à l'agriculture, a-t-on

encore souligné. La même source a par ailleurs expliqué que les agriculteurs ayant bénéficié de ces aides sont tenus de concrétiser leurs projets dans un délai de 12 mois relevant que «ceux qui pour des raisons techniques ne sont pas en mesure de respecter leurs engagements devront présenter une demande de prolongation de délai aux services concernés de la daïra». La DSA de Khenchela a réaffirmé sa volonté de soutenir à travers ce genre d'actions les agriculteurs rattachés à la sous-direction de l'agriculture à Bouhmama et ce à la lumière des «résultats positifs» obtenus ces deux dernières années par la filière arboriculture fruitière dans cette région de la wilaya. La même source a rappelé que plus de 130 agriculteurs de la daïra de Bouhmama avaient bénéficié au cours de l'année 2018 des différentes opérations de soutien mises en place par le ministère de tutelle dans le cadre du programme pour le développement du secteur et la réduction de la facture d'importation des produits alimentaires.

N. A./APS

Tizi-Ouzou

Plus de 4,7 milliards de DA non consommés du montant des PCD depuis 2010

Plus de 4,7 milliards de DA est le montant global des subventions accordées aux communes de Tizi-Ouzou au titre des Plans communaux de développement (PCD) cumulées depuis 2010 et qui n'ont pas été encore consommées, a indiqué jeudi le Secrétaire général de wilaya, Zineddine Tibourtine. Interrogé sur la préoccupation de présidents d'APC qui ont contesté, lors d'un rassemblement au siège de la wilaya, la «faible dotation budgétaire pour l'exercice 2020», M. Tibourtine, qui a assisté à la célébration de la Journée nationale de la commune, a observé que le taux de wilaya de consommation des PCD varient entre 15 et

20 % ce qui est «très dérisoire», a-t-il souligné. Ce montant de 4,7 milliards de DA arrêté au 31/12/2019, représente une moyenne de plus de 7 millions de DA par an et par commune. Et d'ajouter : «Il y a beaucoup d'argent qui n'est pas encore dépensé du fait du non lancement de pas moins de 1850 projets inscrits au titre des PCD». M. Tibourtine a appelé les présidents d'APC concernés par ce faible taux de consommation à accélérer la cadence pour épuiser leurs plans de charge en lançant les projets qui sont à l'arrêt afin de pouvoir bénéficier de subventions supplémentaires. «Nous ne pouvons pas leur rajouter de l'argent alors qu'ils disposent de

finances qui dorment. Qu'ils consomment d'abord l'argent dont ils disposent et nous allons par la suite satisfaire leur demande en ressources», a-t-il martelé, rappelant que l'Administration est «partie prenante du développement». Mardi dernier, des présidents d'APC avaient observé un rassemblement pour réclamer «la révision du montant alloué aux communes pour l'exercice 2020 dans le cadre des Plans communaux de développement (PCD) qui s'élève à 15 millions de DA pour chaque commune, jugé insuffisant».

Samy T.

Mila

Lancement «prochainement» des travaux de renforcement d'AEP dans 5 communes

Les travaux de renforcement de l'approvisionnement en eau potable de cinq communes du sud de la wilaya de Mila seront lancés prochainement, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale des ressources en eau. La même source a souligné que ce projet supervisé par l'Agence nationale des barrages et des transferts d'eau

(ANBT), concerne les communes de Ain Tin, M'chira, Ben Yahia Abderrahmane, Ain Melouk et Ouled Akhlouf, et plusieurs mechtas des mêmes collectivités locales. «Les travaux de réalisation de ce projet ont été scindés en 4 tranches, dont l'autorisation de lancement des travaux de la première tranche a été délivrée», a fait savoir

la même source, soulignant que cette opération comprend la réalisation d'un canal principal et plusieurs autres installations, notamment des stations de pompage d'eau et des réservoirs. «Les travaux dans les autres tranches seront lancés dans les plus brefs délais après le parachèvement des procédures administratives et juri-

diques d'usage», a ajouté la même source. Le projet permettra, une fois réceptionné, de renforcer l'approvisionnement l'alimentation en eau potable des 5 communes et plusieurs mechtas à partir du barrage Beni Haroun à travers la station de traitement des eaux de Oued El-Othmania (sud de Mila), a-t-on également appris auprès de

la direction des ressources en eau. La réalisation et mise en exploitation de ce projet permettra de consolider l'approvisionnement en AEP assuré actuellement depuis les eaux des forages avec une distribution moyenne d'un jour sur trois, a conclu la même source.

M. Y./APS

Tébessa-commerce

Près de 3 000 PV dressés à l'encontre des contrevenants à la réglementation

Les agents de contrôle et de répression de la fraude relevant de la Direction du commerce de la wilaya de Tébessa ont dressé, en 2019, pas moins de 2.994 procès-verbaux (PV) à l'encontre des contrevenants à la réglementation, a indiqué jeudi le directeur local du commerce, Ahmed Ziani. «Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'année précédente, 18 779 opérations de contrôle à travers les 28 communes de cette wilaya frontalière ont été effectuées par

les services du commerce, donnant lieu à l'établissement de 2 994 PV», a précisé M. Ziani. Les PV concernent «le non affichage des prix des aliments exposés à la vente et le non-respect des conditions d'exposition et préservation des produits», a précisé M. Ziani, soulignant que la plupart des PV ont été transférés à la justice. Aussi, 3 127 infractions commerciales ont été recensées au cours de la même période, a ajouté le responsable relevant que la valeur

financière des produits non facturés proposés à la vente a dépassé plus de 3,9 milliards DA, en 2019. Le directeur du commerce de la wilaya d'Oran a également précisé que 268 propositions de fermeture de locaux ont été formulées au cours de la même période, pour «changement d'activité et non-renouvellement du registre du commerce», entre autres.

A. O.

Biskra

Levée du gel sur le projet d'une Step pour Ouled Djellal et Sidi Khaled

Le gel a été levé sur le projet de réalisation d'une station de traitement des eaux usées (Step) des communes d'Oued Djellal et Sidi Khaled dans la wilaya de Biskra, a révélé jeudi le directeur de wilaya des ressources en eau, Belaid Mezrakat. «Cet important acquis nécessitant un investissement de 3,76 milliards de dinars aura un

impact certain sur le renforcement des capacités de l'irrigation agricole sur de larges surfaces des régions d'Oued Djellal et Sidi Khaled», a indiqué le même responsable qui a mis l'accent sur l'importance de ce projet dans la protection de l'environnement. Inscrit en 2014, ce projet dont les études de faisabilité avaient été

réalisées, a fait l'objet de gel avant d'être relancé sur demande de la wilaya compte tenu de son importance dans le développement local et la satisfaction des besoins exprimés dans le domaine de l'irrigation agricole et la préservation de l'environnement, selon le même responsable. Un budget de 2 milliards DA avait été réservé sans un premier

temps à ce projet réévalué pour atteindre 3,7 milliards de dinars, selon le même responsable qui a indiqué que la concrétisation de ce projet se fera «ultérieurement après finalisation des procédures administratives d'usage dont l'octroi du marché et des ordres de services».

APS

M'sila

Distribution de 800 logements publics locatifs

UN QUOTA de 800 logements publics locatifs (LPL) implantés au chef-lieu de la wilaya de M'sila sera «prochainement» distribué, ont révélé jeudi les services de la wilaya. Le quota, actuellement mis à la disposition de la commission de daïra de M'sila de distribution du logement, s'ajoute à un autre quota de 1 226 logements de la même formule, attribué «au cours de ce mois», ont précisé les mêmes services. La distribution du quota en question contribuera à alléger la demande sur le logement au chef lieu de wilaya, estimée à plus de 60 000 unités, et de réduire le taux d'occupation du logement (TOL) de 5 à 4,5 personnes par logement, a-t-on noté. Les mêmes services ont rappelé que 1 600 lots de terrains sociaux seront distribués «au cours de cette année» et un quota de plus de 6 000 logements publics locatifs (LPL) a été réceptionné et attribué en 2019.

R. R.

Tunisie

Les partis poursuivent les discussions sur les candidats au poste de Chef du gouvernement

■ Les formations politiques tunisiennes poursuivaient jeudi, au dernier jour du délai fixé par le président tunisien Kais Saïed, les discussions interpartis et au niveau de leurs bureaux politiques respectifs pour proposer une personnalité apte à former le gouvernement.

Par Ouleya G.

Le délai fixé par le président de la République tunisienne, Kais Saïed, aux partis représentés au Parlement pour proposer des noms de personnalités à la primature a pris fin jeudi.

Plusieurs députés ont assuré, dans leur déclaration à l'agence tunisienne TAP, que les propositions seront présentées au président Kais Saïed en cours d'après-midi, après la fin des réunions tenues à cet effet.

Selon le député Samir Dilou, le mouvement Ennahdha a déjà choisi les noms qui seront proposés au président. D'autres sources au sein de la même formation politique ont indiqué que

le mouvement proposera la candidature de trois personnalités «non affiliées» au parti.

D'après la députée Yamina Zoghliami, citée par la même source, Ennahdha a désigné dix membres du parti pour former une commission pour mener les concertations avec le président de la République à ce sujet.

Pour sa part, l'élu du Courant démocrate, Ridha Zoghmi, a indiqué que le bureau politique du parti se réunira cet après-midi pour trancher cette question. Zoghmi a fait savoir, dans ce sens, que parmi les noms fortement pressentis pour briguer la primature, figure celui du secrétaire général du parti, Mohamed Abbou. Il n'a pas non plus écarté l'éventualité de proposer d'autres noms.

Khaled Krichi, du mouvement Echaab, a évoqué la possibilité pour son parti, en coordination avec le Courant démocrate, d'appuyer la candidature de Mohamed Abbou pour le poste de Chef du gouvernement.

Il a fait observer que son parti avait réfléchi à la candidature de plusieurs personnalités à ce poste, dont celles de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mongi Hamdi, et l'avocat Boubaker Bethabet (secrétaire général de l'Instance électorale en 2011 et ancien secrétaire général de l'Ordre des avocats).

De son côté, le député du parti Qalb Tounes, «Au cœur de la Tunisie», Hatem Mliki, a déclaré que le parti, dans le cadre des concertations avec les autres



partis, cherche à soutenir des candidats bénéficiant d'un large consensus.

Selon le député du même groupe, Rafik Amara (Qalb Tounes) pourrait proposer la candidature de Wided Bouchamaoui, ex-présidente du patronat tunisien au poste de Chef du gouvernement.

Marwen Felfel, élu de Tahya Tounes, a indiqué que les concertations se poursuivent avec les autres partis, notant que les noms des candidats pour la primature seront dévoilés ce soir. «Il est fort possible que la liste des candidats de Tahya Tounes comprenne le nom d'une personnalité féminine», a-t-il laissé

entendre. Vendredi dernier, l'Assemblée tunisienne des représentants du peuple (ARP) n'a pas accordé sa confiance au gouvernement Habib Jemli avec 134 députés contre, 72 députés pour et 3 absentions alors qu'un total de 109 voix était requis pour l'investiture du gouvernement proposé.

Le président de l'ISIE écarte l'éventualité de nouvelles élections législatives

Le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections en Tunisie (ISIE), Nabil Baffoun, a écarté mercredi

l'éventualité de nouvelles élections législatives anticipées.

S'exprimant en marge d'un colloque international sur la justice administrative et les conflits électoraux, M. Baffoun, cité par l'agence de presse TAP, a fait savoir que «l'instance électorale est prête à toutes les éventualités», rappelant toutefois que l'article 89 de la Constitution dispose de la possibilité de l'organisation de nouvelles élections législatives anticipées.

M. Baffoun a estimé aussi que «les élections ne sont pas une fin en soi, mais un moyen pour assurer la représentation du peuple au pouvoir».

O. G./APS

RASD /Sahara occidental

Le Président Ghali annonce la composition du nouveau gouvernement

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Gali, a publié un décret présidentiel dans lequel il a nommé le nouveau gouvernement sahraoui, selon un communiqué présidentiel publié par l'agence de presse officielle SPS.

«Selon ses pouvoirs constitutionnels, Brahim Gali, président de la République, secrétaire général du Front Polisario, a publié aujourd'hui, mercredi 15 janvier 2020, deux décrets présidentiels, dont le premier inclut la formation du nouveau gouvernement dirigé par Bouchraya Hamoudi Beyoun comme Premier ministre, et le second comprend la nomination des gouverneurs des wilayas (provinces)», a précisé l'Agence SPS.

Dans le premier décret, le Président Ghali a dévoilé la composition du nouveau gouvernement dirigé par M. Bouchraya Beyoun.

Dans ce nouveau gouvernement, Mohamed Salem Ould Salek, garde son poste au ministère des Affaires étrangères. Le poste de ministre de l'Intérieur est confié à Mustafa Muhamad Aali Sid Al-Bashir, et Mohamed El-Ouali Akeik, au ministère des Territoires occupés et de la Diaspora.

Et dans le deuxième décret, le Président Ghali a nommé les gouverneurs des six provinces, El Aâyoun, Aousserd, Smara, Dakhla, Boudjedour et de Chahed El-Hafedh.

Il reste à nommer, selon la même source, le ministre de la Défense et les délégués en France, en Espagne, à Bruxelles et en Amérique latine.

Auparavant, le nouveau Premier ministre, Bouchraya Hamoudi Beyoun, nommé à ce poste par le président Ghali, lundi dernier, a pris ses fonctions en remplacement de Mohamed El-Ouali Akeik, lors d'une cérémonie protocolaire tenue au siège du Premier ministère de la République sahraouie. Au cours de la cérémonie, le Premier ministre sortant a profité de l'occasion pour renouveler ses meilleurs vœux de réussite au nouveau Premier ministre dans sa nouvelle mission.

Pour sa part, Hamoudi Beyoun a réaffirmé l'engagement de continuer à renforcer le travail initié par son prédécesseur.

Le Front Polisario «surpris» par les déclarations du porte-parole de l'ONU sur Guerguerat

Le Front Polisario s'est dit «surpris» par les récentes déclarations du porte-parole de l'ONU sur le rallye-raid Africa Eco Race, qui éludent la question fondamentale des violations des termes du cessez-le-feu par le Maroc, dans une lettre rendue publique jeudi.

«Le Front Polisario note, avec surprise et insatisfaction, la déclaration attribuable

au porte-parole du Secrétaire général de l'ONU sur le Sahara occidental en date du 11 janvier 2020 et de la déclaration faite par le porte-parole lors de sa conférence de presse en date du 13 janvier 2020 concernant la course Africa Race traversant illégalement les territoires sahraouis occupés», écrit le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, dans sa lettre transmise au SG de l'ONU.

«Les déclarations publiées récemment par le Secrétaire général des Nations unies ont malheureusement renforcé l'impression au sein de notre peuple que le soi-disant (trafic civil et commercial régulier) à travers le passage illégal créé par le Maroc dans la zone tampon de Guerguerat est beaucoup plus important que l'assurance d'une adhésion totale aux termes du cessez-le-feu et de l'accord militaire n° 1», s'indigne le SG du Front Polisario dans la même lettre.

Dans une déclaration, pour le moins étonnante, le Secrétaire général de l'ONU s'est dit samedi dernier «préoccupé par l'augmentation des tensions au Sahara occidental alors que le rallye-raid Africa Eco Race s'apprête à traverser El Guerguerat», a ajouté le Front Polisario.

L'ONU a jugé «important de permettre la poursuite du trafic civil et commercial régulier», alors que les termes de cessez-le-feu et de l'accord militaire N° 1 interdisent toute activité civile dans cette zone

tampon.

M. Ghali a estimé qu'«au lieu de tenir le Maroc pour responsable des récentes actions agressives et déstabilisatrices, le Secrétariat des Nations unies a simplement choisi d'appeler à faire preuve de la plus grande retenue pour permettre le déroulement de cette course».

En acceptant les violations du Maroc «les Nations unies ont malheureusement contribué à la création d'une zone de facto dans la bande tampon qui sert de point de passage à différentes sortes de marchandises, y compris illicites comme les drogues fabriquées au Maroc», a-t-il ajouté. «Pire encore, l'ONU demeure spectatrice devant ces activités illégales qui menacent gravement la sécurité de toute la région», a déploré le responsable du Polisario. Et de rappeler à l'intention de l'ONU que la brèche ouverte par le Maroc à Guerguerat n'existait pas au moment de l'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu le 6 septembre 1991, ni au moment de la signature de l'accord militaire N° 1 entre le Front Polisario et la Minurso le 24 décembre 1997 et entre la mission onusienne et le Maroc le 22 janvier 1998. «Aucun de ces accords ne contenaient des dispositions autorisant la création de brèches ou de points de passage pour le (trafic civil et commercial) ou pour toute autre activité le long du mur militaire marocain», a-t-il encore rappelé.

Radia M.



Primaire démocrate

Warren et Sanders se déchirent, les progressistes s'inquiètent

■ A la plus grande inquiétude des progressistes américains, leurs deux grands candidats à la Maison-Blanche, Bernie Sanders et Elizabeth Warren, se sont déchirés publiquement autour d'une question cruciale pour la primaire démocrate: une femme peut-elle être élue présidente des États-Unis?

Par Rosa C.

Un vif échange entre les deux sénateurs a choqué, provoquant des réactions furieuses parmi leurs supporters mais aussi des appels inquiets au rassemblement. A l'issue d'un débat télévisé, mardi soir, entre six candidats à la primaire démocrate, ces «amis» de longue date, héros de la gauche américaine, se sont traités mutuellement de «menteurs», selon un enregistrement diffusé par la chaîne CNN, Elizabeth Warren refusant de lui serrer la main. Déjà avant ces mots, les progressistes américains avaient suivi avec inquiétude la montée des tensions entre Bernie Sanders, deuxième dans les sondages pour la primaire démocrate et Elizabeth Warren, troisième, alimentée par des

fuites dans les médias américains. Ils craignent que leurs divisions ne fassent la part belle aux candidats modérés à l'investiture démocrate, le favori Joe Biden en tête. Au cœur de leur dispute: une rencontre privée chez Elizabeth Warren en décembre 2018, quelques jours avant que cette dernière annonce sa candidature à la présidentielle. Elle affirme que Bernie Sanders lui avait alors déclaré penser qu'une femme ne pourrait pas gagner face à Donald Trump. Accusé de sexisme, le sénateur du Vermont dément catégoriquement. Leur désaccord a explosé en pleine lumière durant le débat, Elizabeth Warren contredisant son démenti en public. «Je ne comprends pas pourquoi Elizabeth Warren a choisi de pointer Bernie dans le dos», a tweeté le réalisateur Michael

Moore, supporter de Bernie Sanders. «A un moment où notre premier boulot est de remplacer Trump, à quoi cela a-t-il pu servir?» Comme lui, les supporters des deux sénateurs ont échangé des critiques acerbes, réveillant le spectre de la lutte acharnée qui avait opposé M. Sanders à Hillary Clinton lors de la primaire démocrate en 2016. Sauf que cette fois, contrairement à Mme Clinton que les supporters de M. Sanders voyaient comme la candidate de «l'establishment», ce sont deux personnalités progressistes qui s'affrontent. Face à cette querelle, 18 associations de gauche – pro-Sanders, pro-Warren et encore non-déclarées – ont sonné l'alarme jeudi en signant une déclaration commune. «Nous nous engageons à centrer notre combat pour l'investiture (démocrate) contre les candidats soutenus par l'aile alliée des entreprises, au lieu de lutter les uns contre les autres», ont-elles écrit. Ces organisations «appelleront leurs membres (...) à s'engager à voter stratégiquement» pour l'un ou l'autre des deux candidats progressistes lors de la primaire démocrate, qui doit désigner qui affrontera le républicain Donald Trump le 3 novembre. «Quand les progressistes se battent, l'establishment gagne», a déclaré le dirigeant de



l'une de ces organisations, Democracy for America, Charles Chamberlain. Comprendre: attention au «danger» de voir Joe Biden ou l'ancien maire modéré Pete Buttigieg profiter de ces querelles. Même l'épouse et proche conseillère de Bernie Sanders, Jane O'Meara Sanders, est intervenue après le débat: sa campagne cherche à rassembler les gens à travers notre pays – pas à les diviser par race, origine ou sexe (...). #FemmesHommesUnis. Mais jeudi après-midi, les deux sénateurs ne s'étaient toujours pas reparlé, a confié M. Sanders à des journalistes. Après la défaite de Hillary Clinton face à Donald Trump, ce débat autour de la possibilité qu'une femme occupe la Maison-Blanche a réveillé les passions dans une Amérique marquée par le mouvement

#MeToo. Face à ceux qui l'accusent de sexisme, Bernie Sanders, 78 ans, et ses supporters martèlent qu'il avait proclamé publiquement il y a déjà trois décennies penser qu'une femme pouvait être élue présidente. Elizabeth Warren, 70 ans, s'est saisie de la question sur le plateau du débat: «Une femme peut-elle battre Donald Trump?» a-t-elle demandé avant de répondre par l'affirmative, en s'appuyant sur le fait que les deux seules femmes sur scène, elle et la sénatrice modérée Amy Klobuchar, étaient les seules à avoir remporté toutes leurs élections. «Nous devons nous battre contre le fait que certains pensent qu'une femme ne peut pas gagner», a admis M^{me} Klobuchar auprès de Politico. «J'ai entendu cela de la part de notre propre camp». R. C.



Commentaire

Directives

Par Fouzia Mahmoudi

Les Européens dès le début des frictions entre Téhéran et Washington après l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche se sont retrouvés coincés entre le marteau et l'enclume. D'un côté, soucieux de maintenir un accord obtenu après des années de diplomatie et de négociations acharnées avec l'Iran et la volonté de ne pas froisser l'impulsif nouveau président américain. Aujourd'hui, vingt mois après le retrait des États-Unis de l'Accord sur le nucléaire iranien, le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif a accusé les trois puissances européennes signataires de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire de la République islamique d'avoir cédé aux menaces américaines, qu'il compare à du harcèlement en milieu scolaire. La France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, regroupés sous le sigle E3, ont annoncé mardi qu'ils déclenchaient le mécanisme de règlement des différends prévu par le Pacte d'action global commun (JCPOA) en invoquant les initiatives de l'Iran pour déroger à certaines des règles édictées par cet accord de non-prolifération. Mais le «Washington Post», citant des responsables européens, a rapporté mercredi que l'Administration Trump avait menacé de taxer les importations de voitures européennes à hauteur de 25% si les trois pays européens n'accusaient pas formellement l'Iran d'enfreindre l'accord nucléaire. «Apaisement confirmé», commentait avec ironie Zarif jeudi matin sur son compte Twitter. «L'E3 a liquidé les vestiges du JCPOA pour éviter de nouveaux droits de douanes de Trump. Cela ne fonctionnera pas, mes amis. Vous n'avez fait qu'aiguiser son appétit. Vous vous rappelez quand vous vous faisiez harceler au lycée ?» Deux diplomates européens ont confirmé à Reuters que Washington avait menacé les Européens mais, ajoutent-ils, Paris, Londres et Berlin étaient déjà décidés à déclencher le mécanisme de règlement des différends. Un troisième diplomate a estimé pour sa part que cette approche américaine ne faisait que nuire aux efforts européens, qui proposent, France en tête, d'ouvrir des négociations plus larges avec Téhéran. «Vrai ou faux, cela a pour effet de décrédibiliser les Européens, mais Trump ne s'en soucie pas vraiment. Du point de vue iranien, cela prouve simplement que seuls les États-Unis comptent sur ce sujet», a-t-il dit. L'Iran a commencé en mai dernier, un an après le retrait des États-Unis de l'accord de 2015 décidé par Donald Trump et le rétablissement des sanctions américaines, à se soustraire à une partie des engagements qu'il avait pris dans le cadre du JCPOA. Le pays enrichit aujourd'hui plus d'uranium qu'avant la signature de l'accord de Vienne, a déclaré jeudi le président iranien Hassan Rohani dans un discours télévisé. «La pression exercée sur l'Iran s'est accentuée, mais nous continuons de progresser», a-t-il ajouté. Les Européens restent ainsi condamnés à toujours suivre les directives de Washington ne mettant que trop en évidence l'échec de l'Union européenne, union des forces des pays d'Europe qui devait leur permettre de briller sur le plan international et d'acquiescer une force de persuasion les rendant capables de rivaliser avec les USA et la Chine. F. M.

Guatemala

Progression d'une caravane de migrants honduriens

Une nouvelle caravane de plus de 3 000 Honduriens qui fuient la pauvreté et la violence de leur pays et veulent gagner les États-Unis progressait jeudi en territoire guatémaltèque. L'avancée de ces migrants s'effectuait au milieu de contrôles de la police locale et sous la supervision de fonctionnaires américains dans les zones proches des postes frontaliers. Dans la journée, un photographe de l'AFP a constaté que plus d'un millier de migrants venant du Honduras avaient forcé un barrage policier au poste frontalier guatémaltèque d'Agua Caliente, à 10 kilomètres de la ville d'Esquipulas, dans l'est du Guatemala, sans remplir les formalités migratoires. Environ 400 migrants avaient déjà forcé le passage la veille à Corinto, une autre ville frontière. Des dizaines de membres des forces de sécurité du Guatemala ont été déployés dans les zones proches de la frontière avec le Honduras pour s'assurer que les Honduriens progressant en territoire guatémaltèque aient passé le contrôle migratoire, comme le prévoient des accords régionaux. Ils vérifient également si les enfants accompagnés de l'un de leurs parents ou d'un tuteur.

Les États-Unis ont pour leur part déployé sur le terrain «un nombre limité» de fonctionnaires du CBP (Customs and Border Protection, le service américain des douanes et de la protection des frontières), a déclaré à l'AFP un porte-parole de l'ambassade des États-Unis au Guatemala. En vertu d'un accord conclu après l'apparition des premières caravanes de migrants en 2018, les États-Unis soutiennent et forment des agents frontaliers du Guatemala pour lutter contre la criminalité et le trafic d'êtres humains liés à ces migrations collectives, a précisé le porte-parole de l'ambassade. La caravane qui progressait jeudi au Guatemala était partie mardi soir de la ville de San Pedro Sula, dans le nord du Honduras, et est entrée en territoire guatémaltèque à partir de mercredi. «Nous avançons vers le rêve américain. Il paraît qu'ils paient bien aux États-Unis pour repêcher les maisons», a déclaré à l'AFP un migrant, Kelvin Ramos. Prenant exemple sur plusieurs autres caravanes qui se sont formées au Honduras depuis un an et demi, ces Honduriens veulent aller à pied vers les États-Unis en traversant le Guatemala puis le Mexique et

tenter d'entrer en territoire américain, pour fuir la pauvreté et la violence qui règnent dans leur pays. Les migrants «méritent le plein respect de leurs droits humains par tous les pays concernés», ont déclaré jeudi des experts des Nations unies, dans une note du bureau du Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme. «Ces caravanes ne seront pas les dernières, à moins que ne s'améliore considérablement la situation que fuient ces migrants, et qui, pour nombre d'entre eux, inclut des violations extrêmement graves des droits humains», écrit-ils. Lors de la première caravane, partie le 14 octobre 2018, plus de 2 000 personnes s'étaient mises en marche vers le nord dans l'espoir d'entrer aux États-Unis. Au moins trois autres caravanes, moins importantes, avaient suivi au cours du premier trimestre de 2019. Le phénomène s'était ensuite arrêté en raison du déploiement de militaires à la frontière par le président américain Donald Trump. M. Trump a également imposé des accords migratoires au Salvador, au Guatemala et au Mexique sur les demandes d'asile, visant à freiner l'immigration illégale.

Galerie d'art de l'Opéra d'Alger

Houria Menaa décline ses œuvres aux Algérois

■ L'artiste peintre Houria Menaa expose ses dernières œuvres à la galerie d'art de l'Opéra d'Alger. Ouvert pour la première fois, cet espace propose au public un voyage dans les ruelles de La Casbah d'Alger et la Souika de Constantine. L'exposition se poursuit jusqu'au 28 janvier courant.

Par Abla Selles

Une exposition de peinture de l'artiste algérienne Houria Menaa, mettant en avant La Casbah d'Alger et la Souika de Constantine, en plus du costume traditionnel, se déroule à Alger et se poursuivra jusqu'au 28 janvier, au bonheur des passionnés du patrimoine et des couleurs.

Inaugurée mardi dernier, cette manifestation abritée par la nouvelle galerie d'art de l'Opéra d'Alger «Boualem-Bessah», propose une quarantaine d'œuvres figuratives avec un trait proche

de la peinture impressionniste.

Pour cette exposition, l'artiste peintre Houria Menaa propose des toiles comme «Ruelles de la Casbah», «Au cœur de la Casbah», «Voutes de La Casbah», «Casbah bleue», ou encore «Le souk» reproduisant des ruelles et des maisons de la vieille cité algéroise où des habitants évoluent en costume traditionnel. L'intérieur des maisons n'est abordé que dans une seule œuvre intitulée «Nouba», évoquant une fête familiale.

L'artiste propose également une même toile installée dans la Souika sous le titre «Quartier de

Constantine», avec une palette différente et une reproduction d'un paysage des «Gorges du Rhummel».

Dans quelques tableaux, l'univers de l'artiste sort de la citadelle et reproduit les décors extramuros d'une vie supposée plus d'un siècle plus tôt. «Dar El Fahs», «Ziara», «Retour de visite» ou encore «Baie d'Alger», reproduisent des décors extérieurs à La Casbah où la nature et la végétation reprennent leurs droits. D'autres toiles exposées à l'Opéra d'Alger reviennent souvent sur le costume algérien avec des portraits de femmes de



différentes régions du pays, des œuvres de musiciens de rue en plus de natures mortes.

Les travaux présentés par Houria Menaa regorgent d'éclat grâce à un choix harmonieux de

palette de couleurs chatoyantes.

Née en 1943, Houria Menaa est médecin et artiste peintre autodidacte et a déjà organisé deux expositions individuelles à Alger. **A. S.**

Festival national du jeune humoriste à Souk Ahras Ouverture de la première édition

Pas moins de 30 jeunes humoristes, issus de plusieurs wilayas du pays, prennent part à la première édition du Festival national du jeune humoriste, ouverte jeudi à la salle de conférences «Miloud-Touahri» de

Souk Ahras sous le thème «Le rôle du théâtre dans l'ancrage des valeurs de la citoyenneté».

Devant se poursuivre jusqu'à aujourd'hui, la première édition de ce festival a été étreinte par le spectacle «Messaoud wa

zahr el meguedoud», signé du jeune Ali Achi de la wilaya de Souk Ahras, traitant sur un ton décalé les traditions et coutumes des fêtes de mariage dans la société algérienne. Le vice-directeur au ministère de la Jeunesse

et des Sports, Anis Mehala, a indiqué lors de son allocution d'ouverture que ce rendez-vous «*visait essentiellement à donner l'opportunité aux jeunes de faire étalage de leur talent d'humoriste et de promouvoir auprès d'eux*

l'esprit de compétition». Il a également affirmé que ce festival «*va permettre d'apporter un nouvel élan aux activités culturelles dans la wilaya de Souk Ahras tout en assurant la promotion du patrimoine culturel national et l'émergence d'esprits créatifs au sein des générations montantes*».

Selon le directeur local de la jeunesse et des sports, Abdelbasset Aoun, ce festival, organisé en coordination avec l'Office des établissements de jeunes et la Ligue des activités culturelles et scientifiques, récompensera les trois meilleurs spectacles.

Il est à noter que les participants à cette édition vont bénéficier de sorties touristiques dans la région de Souk Ahras, notamment aux sites antiques de Khemissa et de Madaure. **L. B.**

Mostaganem

Découverte d'une sépulture et d'objets en poterie

Une sépulture et des pièces de poterie datant d'époques historiques anciennes ont été découvertes dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris mercredi de la Direction de wilaya de la culture.

Le chef de service du patrimoine culturel à la direction, Laid Bouazza, a indiqué à l'APS qu'un tombeau antique a été récemment découvert dans la région de Sidi Djebbour au bassin de Oued Kramis (6 km au nord-est de la commune de Achaacha, à l'est de la wilaya) de même que d'autres objets archéologiques. Le site découvert au plateau surplombant l'oued n'est pas très loin du tom-

beau du saint-patron Sidi Djebbour. Il comprend un sarcophage en pierres sculptées et composé d'un tombeau et d'un couvercle qui remontent à l'époque romaine selon la méthode de l'enterrement, a-t-il précisé.

L'enquête archéologique sur le site a permis de retrouver un ensemble de pièces de poterie éparses, dont les examens préliminaires renvoient à l'époque romaine et peu d'entre elles à la civilisation musulmane, a-t-il fait savoir.

M. Bouazza a souligné que le site était une sépulture dont une grande partie a été emportée par les torrents et les eaux de

Oued Kramis dans les dernières périodes et a une relation avec les stations archéologiques situées le long de cet oued, surtout qu'il se situe non loin de la grotte qui remonte à l'époque romaine découverte à Nekmaria fin 2017.

L'étude approfondie de ce site archéologique et le rapport définitif qui sera élaboré par une équipe de spécialistes et chercheurs en patrimoine culturel antique déterminera avec détails cette découverte importante et sa relation avec les zones côtières, selon la même source. **M. K.**

Festival du théâtre arabe 2020

La pièce «GPS» de Mohamed Cherchal primée

La pièce «GPS» du Théâtre nationale algérien (TNA) a décroché jeudi le prix de la meilleure représentation pour l'année 2020, et ce, en clôture de la 12^e édition du Festival du théâtre arabe organisé à Amman (Jordanie) du 10 au 16 janvier courant, a annoncé le TNA sur sa page Facebook. Ecrite et mise en scène par Mohamed Cherchal, «GPS» est entrée en compétition avec huit autres productions, à l'instar de «En/Nems» (Maroc), «Samae Baydae» (Ciel blanc, Tunisie), ou encore «Bahr wa Rime!» (Mer et sables, Jordanie). Le metteur en scène a misé sur un mélange alliant les techniques cinématographiques, le théâtre, le mime et le mouvement pour faire passer des messages critiquant l'égarment de l'homme moderne entre ses idées et principes et son rap-

port au temps. La musique est composée par Adel Lamamra, la scénographie est signée Abdelmalek Yahia et l'éclairage

Chawki El Messafi. D'autres spectacles hors compétition sont également au programme de cette 12^e édition, à l'instar de

«Rahin» du théâtre régional de Batna. Fondé en 2009 par l'Instance arabe du théâtre, le Festival du théâtre arabe, un des

plus importants festivals dans les pays arabes, distingue depuis 2011 le meilleur spectacle du prix «El Kacimi». **H. Y.**

Festival de Cannes 2020

Spike Lee président du jury

Vingt-quatre heures après des nominations aux Oscars critiquées pour leur manque de diversité, le Festival de Cannes frappe fort en désignant le réalisateur américain Spike Lee comme prochain président du jury et première personne noire à occuper cette fonction.

Si le plus grand festival de cinéma au monde a déjà accueilli, au sein de son jury, des artistes afro-américains comme la cinéaste Ava DuVernay en 2018 et l'acteur Will Smith en 2017, c'est une première concernant son président.

«Le regard de Spike Lee est plus que jamais précieux», affirment en chœur Pierre Lescure, le président du festival, et Thierry

Frémaux, le délégué général, dans un communiqué. «Cannes est une terre d'accueil naturelle et une caisse de résonance mondiale pour ceux qui (ré)veillent les esprits et questionnent chacun dans ses postures et ses convictions. La personnalité flamboyante de Spike Lee promet beaucoup», poursuivent-ils, à propos du réalisateur militant, qui a ouvert la voie à de nombreux cinéastes afro-américains.

«Quand on m'a appelé pour devenir président du jury (...), je n'en suis pas revenu, j'étais à la fois heureux, surpris et fier», a réagi Spike Lee, 62 ans, se disant «honoré d'être la première personne de la diaspora africaine aux Etats-Unis à cette fonction». Cinéaste

phare de la cause noire, il a présenté au total sept de ses films sur la Croisette, et a été récompensé du Grand prix en 2018 pour «BlackkKlansman», racontant l'histoire vraie d'un Noir infiltré au Ku Klux Klan. Casquette et baskets de rigueur, le sexagénaire au look d'éternel adolescent avait fait son entrée dans le palais des Festivals en montrant ses tatouages «amour» et «haine» gravés sur les mains, comme Robert Mitchum dans «La nuit du chasseur» (1955).

Pamphlet anti-raciste, violemment anti-Trump, «BlackkKlansman» lui vaudra ensuite le premier Oscar en compétition de sa carrière, après un Oscar d'honneur en 2016. **R. I.**



USM Bel-Abbès

L'entraîneur Yaïche avertit

L'ENTRAÎNEUR de l'USM Bel-Abbès, Abdelkader Yaïche, a prévenu qu'il n'était désormais plus responsable d'éventuels mauvais résultats que pourrait enregistrer son équipe lors de la phase retour du championnat de Ligue 1 de football, après le prolongement par plusieurs joueurs de leur grève.

Ayant failli boycotter leur dernier match de la première partie du championnat, perdu sur le terrain du Paradou AC (3-0), pour réclamer la régularisation de leur situation financière, la quasi-totalité des joueurs de la formation de la «Mekerra» n'ont pas repris l'entraînement en vue de la seconde tranche de la compétition.

Cette situation a mis hors de lui le coach Yaïche, même s'il dit, dans une déclaration à l'APS, «comprendre» ses protégés qui attendent depuis longtemps de percevoir quatre salaires ainsi que deux primes de matchs.

Malgré cette nouvelle zone de turbulence que traverse le club de l'ouest du pays, Yaïche rassure qu'il n'avait pas l'intention de laisser tomber son équipe, mais s'en lave, d'ores et déjà, les mains concernant une probable chute libre de son «team»

au cours des prochains matchs.

«En ratant déjà près de quatre séances d'entraînement, il nous sera très difficile de tenir le coup lors des premiers matchs de la phase retour, comme il nous sera aussi délicat de rattraper ce retard», a-t-il mis en garde.

L'USMBA, qui a pourtant terminé (provisoirement) la phase aller à une honorable troisième place avec 22 points, risque aussi de payer cher cette grève de ses joueurs lors des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie, prévus pour le 8 février prochain, a encore prédit le technicien algérois.

Lors de la 16^e journée du championnat, la première de la phase retour, les poulains de Yaïche accueilleront le MC Oran dans le derby de l'Ouest du pays, rappelle-t-on.

Par ailleurs, la direction de l'USMBA vient de libérer son attaquant, Okacha Hamzaoui, arrivé l'été passé au club sans prendre part à aucun match tout au long de la première partie de cet exercice en raison d'une blessure. Le joueur, âgé de 29 ans, a rejoint un club iranien, indique la direction de la formation de la «Mekerra».

Vo Vietnam-Coupe d'Algérie

Les athlètes de Ouargla haut la main

DOUZE médailles d'or ont été récoltées par les athlètes de la wilaya de Ouargla lors de la Coupe d'Algérie de vo-vietnam organisée dernièrement à Alger, a-t-on appris jeudi des responsables de la ligue de vo-vietnam de la wilaya.

A cette moisson s'ajoute quatre médailles d'argent et une en bronze, obtenues par les athlètes de la wilaya de Ouargla représentés par l'école de vo-vietnam «Bin-Din-Zah» avec trois clubs, le Nadi-Mouloudia d'Ain El-Beida (8 athlètes), le Centre de loisirs scientifiques de la cité En-Nasr (5) et le Nadi sportif d'Ouargla (4), a fait savoir le président de la ligue de Ouargla, et membre de la Fédération algérienne de vo-vietnam (FAVV), Moussa Bendaïkha.

Bien que lancée au début des années 90 dans la wilaya de Ouargla, la pratique du vo-vietnam rencontre encore des difficultés liées notamment au manque d'encadrement, de sponsors et de salles appropriées, a-t-il déploré.

Les efforts se poursuivent pour relever le défi et promouvoir la pratique de cette discipline.

CAN-2020 de Handball (1^{er}) Victoire de l'EN face à la Zambie

LA SÉLECTION algérienne de handball s'est imposée jeudi à Hammamet (Tunisie), face à la Zambie sur le score de 34-09 (mi-temps: 17-04), pour le compte de la première journée du groupe D de la Coupe d'Afrique des nations 2020. Dans l'autre match du groupe, le Maroc a dominé le Congo sur le score de 34-25 (mi-temps: 20-15).

ne, à la satisfaction des nouveaux adeptes, en vue de découvrir de nouveaux talents au niveau local, susceptibles de représenter la région dans diverses manifestations nationales et internationales.

La ligue de wilaya de la discipline qui enregistre un large engouement, recense plus de 250 adhérents, des deux sexes, âgés de 5 à 12 ans, structurés dans 15 clubs évoluant au niveau de la médiathèque de la cité En-Nasr de Ouargla, la Maisons de jeunes de Sidi Abdelkader à Ouargla et celles des communes de Sidi-Khouiled et Ain El-Beida et certaines structures sportives de Hassi-Messaoud et Touggourt.

Ligue 1 (mise à jour)/USMA 1-JSK 0

Les Rouge et Noir sur le podium

■ L'USM Alger a continué sa programmation dans le classement général en remportant le classico avant-hier face à la JS Kabylie sur la plus petite des marges, pour le compte de la mise à jour de la Ligue 1 Mobilis.



Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir, dans un stade plein à craquer, ont réalisé donc l'essentiel en venant à bout de la JSK, même s'ils ont sué pour prendre ces trois points. Un seul but d'Aymen Mahious à la 30^e minute de jeu sur penalty a suffi au bonheur des gars de Soustara qui ne demandaient pas plus, surtout qu'ils savaient que la rencontre n'allait pas être de tout repos face à une équipe venue aussi pour réussir un bon résultat et repartir au moins avec le point du nul qui lui aurait permis de garder ses chances de jouer le haut du tableau. Certes, les

Canaris ont eu aussi quelques occasions franches dans ce match, mais cela était insuffisant, sachant qu'en face il y avait des défenseurs de l'USMA vigilants qui ne laissaient rien passer et étaient vraiment très concentrés sur leur match. Il faut dire que le coach Bilal Dziri avait donné des consignes claires à ses poulains, notamment celle de ne pas laisser des espaces aux joueurs adverses, vu que cela risquait de se retourner contre eux, sachant que les Kabyles avaient des éléments vivaces qui pouvaient faire la différence et qu'il fallait surveiller comme le lait sur le feu.

Grâce à ce succès, le club algérois prend la 3^e place avec 23 points et monte donc sur le

podium, tandis que les «Canaris» reculent à la 5^e position avec 21 unités. Même avec tous les problèmes d'ordre administratif et financier, l'USMA reste une équipe sur laquelle il faut compter dans le championnat et qui compte ainsi se donner à fond pour tenter de défendre son titre ou à défaut jouer une place qualificative à une compétition africaine la saison prochaine, même s'il faudra continuer à se donner à fond lors des prochains matchs qui seront tout aussi difficiles.

Le dernier match en retard de cette 12^e journée aura lieu dimanche à 14h30 entre le NC Magra et le Paradou AC.

M. M.

MC Alger

Almas, 10^e président en 7 ans

Les saisons se suivent et se ressemblent au MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) en matière d'instabilité managériale, avec la nomination, mercredi, d'Abdenacer Almas en tant que nouveau président du Conseil d'administration (CA) en remplacement d'Achour Betrouni, démissionnaire.

Almas, expert juridique au sein de Sonatrach et ancien secrétaire général du GS Pétroliers, devient le 10^e président du «Doyen» en 7 ans seulement, soit depuis le retour aux commandes de l'entreprise nationale des hydrocarbures en 2013, ce qui représente un triste record pour une formation de l'élite. Pourtant, le Mouloudia, dauphin au terme de la phase aller, à deux points du champion d'hiver le CR Belouizdad et tou-

jours en lice en Coupe arabe et Coupe d'Algérie, «pouvait facilement éviter cet énième changement si Achour Betrouni et le directeur général sportif Fouad Sekhri (limogé) avaient fait preuve de sagesse et de retenue, eux qui ont étalé leur linge sale par presse interposée, estime-t-on dans la famille du club.

S'en est suivi un sit-in de protestation des supporters, lundi dernier, devant le siège de Sonatrach, actionnaire majoritaire du club. Ils étaient nombreux à exprimer par chants et slogans leur colère et déception contre la gestion que certains estiment carrément «mauvaise» en raison notamment du conflit entre Betrouni et Sakhri.

Une action qui a trouvé finalement un écho favorable chez les décideurs, lesquels n'ont pas

tardé à faire le ménage «dans l'intérêt d'un club», disent-ils, qui court derrière un titre de champion le fuyant depuis 10 ans.

Nominé à la tête du CA en août 2019 en remplacement de Mohamed Hireche, Betrouni n'a pas fait long feu pour son deuxième passage à la tête du «Doyen» après un premier en 2015-2016, lui qui espérait mener le club algérois vers la consécration. Son conflit avec Sakhri, né surtout du limogement de l'ancien entraîneur français Bernard Casoni, ne lui a pas permis d'aller jusqu'au bout de son objectif.

Hocine Amrouche était le premier président du Conseil d'administration du club sous Sonatrach, depuis son retour en janvier 2013. Il est resté aux commandes pendant six mois,

avant qu'il ne soit démis de ses fonctions suite à l'affaire des médailles que ses joueurs n'ont pas voulu recevoir à l'issue de la finale perdue de Coupe d'Algérie face à l'USM Alger (0-1).

Plusieurs présidents se sont succédés ensuite à la tête du club, dont notamment Boudjemaâ Boumella (2013-2014), ou encore Fodil Yaici. Ce dernier, estimant qu'il n'avait pas l'envergure d'assumer une telle responsabilité, cédera son poste, quelques semaines après, à Omar Hadj-Taleb.

Autant de départs volontaires (démissions) ou limogements qui ont eu raison du MC Alger. Le club s'est alors retrouvé souvent en butte à des crises internes, ce qui s'est répercuté sur les résultats de l'équipe, avec trois titres seulement en 7 ans.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Mostaganem

Mise en échec d'une tentative de harka, 6 personnes arrêtées

UNE TENTATIVE d'émigration clandestine via la mer a été déjouée à Mostaganem et six personnes ont été arrêtées, a-t-on appris hier auprès d'une source sécuritaire. L'opération, menée conjointement entre les éléments de la sûreté urbaine extérieure de la commune de Stidia et les services de la Gendarmerie nationale, est intervenue après la fouille de deux véhicules suspects, non loin de la plage de Stidia, située à 15 kilomètres à l'ouest de Mostaganem, a-t-on indiqué.

Dans le premier véhicule, des jerricans de mazout, des habits et des gilets de sauvetage, ainsi

qu'une somme d'argent en devises d'une valeur de 500 euros en possession de l'un des suspects, ont été découverts, a-t-on précisé. Quatre personnes qui se trouvaient à bord du véhicule ont été arrêtées, de même que deux autres qui étaient dans le deuxième véhicule. Les six personnes arrêtées sont issues de la wilaya de Relizane, a ajouté la source sécuritaire. Les mis en cause seront présentés prochainement aux instances judiciaires compétentes pour tentative de quitter le territoire national par mer de façon illégale, a-t-elle poursuivi. L. M.

Futsal/CAN-2020

La FAF s'oppose à la domiciliation du tournoi dans Laâyoune occupée

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a adressé une lettre au président de la Confédération africaine de football (CAF) dans laquelle elle «dénonce et s'oppose» à la domiciliation de la Coupe d'Afrique des nations de futsal 2020 (28 janvier - 7 février) par le Maroc dans la ville occupée de Laâyoune «qui relève du territoire de la République arabe sahraouie démocratique (RASD)», a annoncé l'instance fédérale hier dans un communiqué publié sur son site officiel.

La FAF a menacé de ne pas prendre part «aux festivités du 63^e anniversaire (8 février prochain) de la CAF s'il advient qu'elle soit invitée, en marge de la tenue de la réunion du Comité Exécutif de l'instance du football africain».

Elle a rappelé que «la CAF a toujours été aux avant-postes des valeurs universelles et avait vaillamment lutté contre toute forme de colonisation, à commencer par le régime de l'apartheid en Afrique du Sud», qualifiant cette décision «à connotation politique» et considérant qu'«un tel événement prône la division au sein de la famille de la CAF».

La FAF a appelé la CAF à ce que «la domiciliation des événements cités précédemment

dans la ville occupée de Laâyoune soit reconsidérée, pour ne pas cautionner la politique du fait accompli, et réitère sa parfaite position toujours en adéquation avec les vertus que l'Algérie a, de tout temps, défendues». L'Algérie emboîte ainsi le pas à l'Afrique du Sud qui a fait part de sa décision de boycotter ce rendez-vous par le biais du président de sa Fédération de football (SAFA) Danny Jordaan, membre du Comité Exécutif et 3^e vice-président de la CAF.

«Nous devons nous retirer de la CAN de futsal en raison des problèmes avec le Maroc et la République arabe sahraouie. Le Maroc insiste pour y organiser le tournoi (à Laâyoune) et nous leur avons conseillé de ne pas le faire, mais ils n'écouteront pas. La position de notre gouvernement est que Laâyoune est une zone contestée et un territoire occupé», a-t-il indiqué.

«Nous sommes conscients du risque d'amende qu'inflige la CAF et d'autres répercussions faisant suite à notre décision», mais «le Maroc reste une puissance occupante au Sahara occidental, illégalement, et le gouvernement sud-africain ne reconnaît jamais la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental», selon la même source. R. S.

Séance-dédicaces

Nadjib Stambouli à la librairie des Beaux-Arts

LA LIBRAIRIE des Beaux-Arts vous convie à une séance-dédicaces autour du dernier roman de Nadjib Stambouli «La rancune», aujourd'hui samedi 18 janvier à partir de 14 heures.



le prix du baril toujours en baisse



La wilaya de Laghouat à l'honneur

12^e édition du Salon Djurdjura du livre à Tizi Ouzou

■ La 12^e édition du Salon Djurdjura du livre débutera aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 23 janvier courant à Tizi Ouzou.

Par Hamid M.

La manifestation livresque qui portera désormais le nom «Tizi n'udlis» sous le thème «un livre, une fenêtre sur le savoir» pour l'édition 2020, sera abritée par la maison de culture Mouloud-Mammeri et tous les autres établissements culturels à travers la wilaya de Tizi Ouzou. La wilaya de Laghouat sera l'invitée d'honneur pour cette édition.

Au programme de la journée d'ouverture officielle du salon, une exposition rétrospective du Salon «Djurdjura» du Livre et autour de la vie et l'œuvre du moudjahid-écrivain Djoudi Attoumi, des stands à l'honneur de la wilaya de Laghouat intitulé «Le livre des oasis aux montagnes du Djurdjura», des maisons d'édition, des institutions participantes au salon et du magazine «Ghomaïda», des ventes-dédicaces, la baptisation de la bibliothèque semi-urbaine au nom de Si Amar u Saïd Boulifia.

Il y aura aussi un atelier pour enfants sous le thème «Apprenons une citation» qui sera animé par Rachida Ben Sidhoum, en plus du lancement de deux concours, à savoir «La meilleure nouvelle» en quatre langues qu'animerait l'écrivain Abderrahmane Yefsah et le «meilleur lecteur» (sur présentation de fiches de lecture) durant le salon. Dans l'espace en plein



air de la maison de la culture Mouloud-Mammeri, il sera procédé au lancement de la réalisation de la fresque de la 12^e édition du Salon «Djurdjura» du

livre. D'autres activités sont au programme de ce rendez-vous culturel dédié au livre de Tizi Ouzou.

H. M.

Foot/ AS Saint-Etienne

Boudebouz indisponible 10 jours

L'INTERNATIONAL algérien Ryad Boudebouz (AS Saint-Etienne), blessé lors de la réception du FC Nantes (0-2), en Ligue 1 du Championnat de France, observera une indisponibilité de dix jours, a rapporté vendredi le journal «L'Equipe».

Face à Nantes, Boudebouz avait été remplacé par l'attaquant d'origine togolaise Charles Abi, en seconde période, après le constat de son incapacité de continuer à jouer. «Il avait été victime d'une déchirure musculaire au mollet et souffre

d'une déchirure soléaire de 3 cm», a ajouté la même source.

Le site «Insider» parle, quant à lui, de trois semaines d'absence pour l'ancien joueur du Bétis Séville, auteur de 19 matchs avec l'AS Saint-Etienne cette saison, dont 16 titularisations.

Ryad Boudebouz (29 ans) avait rejoint l'AS Saint-Etienne en juillet dernier pour un contrat de trois saisons, après un passage de deux années en Espagne où il a joué au Bétis Séville avant d'être prêté pendant six mois au Celta Vigo. R. S.